

# La Presse

 . La Presse. 1842-01-07.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



FRANCE	ÉTRANGER
Un mois... 5 fr.	Un mois... 7 fr.
Trois mois... 12	Trois mois... 15
Six mois... 24	Six mois... 30
Un an... 48	Un an... 60

Moitié en sus  
pour recevoir le SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE.

**LA**

**PRESSSE**

Les annonces agréées sont reçues à raison de 1 fr. 50 c. la petite ligne, et 3 fr. la ligne de réclame.  
Les lettres et paquets non affranchis sont rigoureusement refusés.

Toutes les communications et réclamations relatives à la rédaction politique doivent être adressées à M. EMILE DE GIRARDIN.

Bureaux : rue Saint-Georges, 16, à Paris.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois.

Toutes les communications relatives à la rédaction du feuilleton et à l'administration du journal doivent être adressées à M. DUJARIEN.

## Paris, 6 janvier.

La cour royale de Pau vient de confirmer les condamnations prononcées contre les membres de la municipalité provisoire de Toulouse. Cette décision mérite d'être remarquée parce qu'elle touche à des principes essentiels de nos institutions, parce qu'il est bon de faire observer, d'ailleurs, que, devant la justice, ces fiers parodistes des Capitouls, qui ont pris une si triste part dans les derniers troubles de Toulouse, ont mis de côté leurs bravades municipales et se sont humblement excusés sur la pureté de leurs intentions. Un journal a prétendu que la confirmation pure et simple des condamnations peu sévères des premiers juges était un échec pour le pouvoir. Il se trompe, la sévérité de la peine importe peu, dans tous les cas, quand les principes sortent triomphants du procès; mais qu'on lise les considérations qui ont motivé l'arrêt, et l'on verra à quoi tient la modicité des peines, on verra avec quel soin les prévenus ont invoqué, devant la justice, leur bonne foi et le peu de durée et d'importance de leur résistance aux lois; on verra que c'est parce qu'elle a considéré ces circonstances comme atténuantes que la cour royale a refusé d'aggraver la peine; on verra enfin que le principe s'est trouvé pleinement consacré.

La cour royale, en effet, a recherché si l'ordonnance qui dissolvait le conseil municipal de Toulouse sans fixer l'époque de la réélection, était illégale, de telle sorte qu'aucune force obligatoire n'ait pu y être attachée. Elle a décidé qu'il n'en était pas ainsi. Elle n'a vu, dans l'absence de cette fixation, qu'une irrégularité secondaire et qui pouvait être réparée par un acte postérieur. Tout en considérant qu'il y avait corrélation et même indivision entre le droit de dissoudre, et l'obligation d'indiquer l'époque de la réélection, elle n'a pas cru que cette corrélation fût substantielle, parce que la prérogative de dissoudre établie dans un but d'urgence et d'utilité générales, doit nécessairement, par sa nature, recevoir son exécution immédiate; tandis que cette nécessité n'existe pas au même degré pour la réélection, qui ne doit s'accomplir que plus tard. Elle a donc regardé l'ordonnance comme légale, et c'est par cette considération qu'elle a condamné les fonctionnaires municipaux qui avaient refusé de se soumettre à son exécution.

Nous avons exposé la doctrine de cet arrêt. Elle donne gain de cause au pouvoir, elle maintient les principes; mais il faut avouer qu'elle est assez peu claire, et elle sera sans doute contestée. A l'heure qu'il est, la cour de cassation en est saisie. Sera-t-elle confirmée? Nous l'ignorons; mais l'arrêt de la cour de Pau le sera sans doute, dans tous les cas, et le principe qu'il consacre avec lui. Il le sera, sinon par les motifs qui ont déterminé la cour de Pau, au moins et surtout, nous en sommes convaincus, par les vrais principes en matière de résistance aux actes du pouvoir rendus dans les limites de ses attributions, principes qui autorisent la résistance légale, mais non la résistance active ou même passive, principes que nous devons rappeler ici, parce qu'ils ont été trop souvent contestés et qu'ils sont trop méconnus de nos jours.

Il ne faudrait jamais le perdre de vue, il n'y a de permis, il n'y a d'autorisé par les principes de nos institutions, que la résistance légale. Si un acte du pouvoir exécutif paraît aux citoyens empreint d'arbitraire, s'il peut être taxé d'illégalité et d'injustice, une seule voie de résistance est ouverte contre cet acte, c'est la résistance légale, c'est à dire le pourvoi contre cet acte, par les voies légales, devant les pouvoirs compétents pour le réformer ou le punir. Une ordonnance royale, un arrêté ministériel frappent un citoyen, et celui-ci se croit lésé, se croit frappé au mépris des lois, il peut résister; mais son droit de résistance se borne à se pourvoir, dans les formes tracées par les lois, contre l'acte qui l'a frappé, à s'adresser régulièrement, selon les cas, soit à l'administration, soit à la justice civile ou administrative, soit aux chambres, pour obtenir le redressement du grief ou la réparation du dommage dont il a été arbitrairement atteint. Tout acte de résistance soit active, soit même passive, qui sortirait de ces limites, serait en dehors du droit des citoyens, et tomberait sous les coups des peines portées par les lois.

La se borne, en effet, dans les sociétés régulièrement consti-

tuées, le droit individuel de résistance. L'un des premiers principes sur lesquels l'existence de ces sociétés repose, c'est que nul ne peut se faire justice à soi-même. Si un citoyen se trouve lésé par un autre citoyen dans sa personne, ses biens ou son honneur, c'est aux juges établis qu'il doit demander la satisfaction qui lui est due, il ne peut se la donner lui-même. Si c'est par le pouvoir que ce citoyen se trouve injustement lésé, c'est encore aux juges ou aux autorités instituées dans ce but qu'il doit aller demander justice. Pas plus dans ce cas que dans le premier, il ne peut se faire justice à lui-même. Nous le répétons, c'est là un des principes sur lesquels repose l'existence des sociétés.

Résister à un acte du pouvoir, sous prétexte que cet acte est illégal ou arbitraire, c'est se faire justice à soi-même des vices que l'on reproche à cet acte, c'est se faire justice à soi-même. C'est donc enfreindre le principe conservateur de l'ordre des sociétés, qui met obstacle au déchaînement, et à l'état de guerre des forces individuelles. Résister passivement, c'est, à un moindre degré, se rendre coupable de la même faute. Résister légalement, au contraire, c'est à dire s'opposer par les voies légales, se pourvoir devant les autorités instituées pour mettre obstacle à l'arbitraire du pouvoir, c'est user de son droit, c'est se conformer aux lois de l'ordre social.

Voilà les principes qu'il faut appliquer pour résoudre cette question, si souvent agitée dans tous les temps et sous tous les régimes, et contre laquelle ne s'élève cependant aucune objection réellement sérieuse. S'ils offrent quelques inconvénients pour les individus, ce n'est que dans les sociétés mal constituées. Partout où un frein sérieux a été mis aux abus et aux envahissements du pouvoir, partout où des juges indépendants, ou des pouvoirs électifs, ou une tribune, une presse libres sont institués, ces inconvénients n'existent plus. C'est aux pouvoirs publics, et non aux citoyens privés, que le soin de mettre obstacle à l'arbitraire du pouvoir a été confié. Si, comme dans l'enfance des peuples, la force individuelle pouvait entrer en lutte à chaque instant contre la force publique, la société n'existerait plus.

Voilà les principes dont il faut partir pour apprécier toutes ces prétentions au droit de résistance qui s'élèvent parfois au sein des sociétés les plus civilisées, comme un écho de la barbarie. Voilà la règle qui doit servir à juger la conduite de la municipalité provisoire de Toulouse. Il n'est pas nécessaire de se jeter dans des distinctions, plus ou moins claires ou fondées, sur les irrégularités secondaires ou essentielles des actes du pouvoir accomplis dans les limites de ses attributions. Si ces irrégularités existent, si l'ordonnance ou l'arrêt qu'elles entachent, en est plus ou moins frappé d'illégalité, ce n'est pas aux simples citoyens qu'il appartient de se rendre juges de ces irrégularités, ce n'est pas à eux de les réformer ou de les punir. Il y a pour cela des autorités établies par les lois pour être juges entre les citoyens et le pouvoir. C'est à elles qu'il faut s'adresser. Il n'appartient qu'à elles d'exercer les fonctions d'arbitres suprêmes que la société leur a données pour faire cesser cet état de guerre permanent que le droit de résistance individuelle rendrait méritable au sein des sociétés.

La question entre le gouvernement et la municipalité provisoire de Toulouse paraît donc être posée autrement qu'elle ne l'a été devant la cour royale de Pau. Illégale ou non, la municipalité devait se soumettre provisoirement à l'ordonnance qui l'avait dissoute, sauf à se pourvoir ensuite administrativement ou politiquement devant les pouvoirs compétents. Dans tous les cas, sa résistance était contraire aux lois, contraire aux principes sur lesquels reposent toutes les sociétés régulières. Nous espérons que l'on ne manquera pas de poser ainsi le débat devant la cour suprême et que cette question si élevée, cette question qui touche aux fondements de l'ordre social, sera enfin résolue d'une manière digne d'elle, par la plus haute et la plus illustre cour de justice qu'ait instituée le génie des législateurs.

Plusieurs journaux attaquent ce matin avec une grande vivacité l'arrêt rendu par la cour royale de Limoges en faveur de M. Bourdeau. Nous ne comprenons pas ces attaques. Que veut-on donc pour la presse? Jusqu'à présent, on s'était contenté de la liberté;

on demande maintenant le privilège. Le privilège! elle en jouit déjà, puisque les diffamations auxquelles elle peut se livrer sont affranchies de toute peine quand elle prouve les faits sur lesquels elles sont appuyées. Quand il ne s'agit plus d'un délit, d'un dommage, quand il ne s'agit plus d'une flétrissure à subir, mais d'une réparation à faire, pourquoi donc serait-elle affranchie du droit commun? La presse a tort de demander autre chose que le droit commun. Le privilège ne peut amener que la ruine des hommes ou des choses au profit desquels il serait institué de nos jours. Son temps est passé parmi nous.

Est-ce donc comme garantie de sa liberté que l'on demande l'affranchissement du droit commun pour la presse? Est-il vrai que la distinction des deux actions livre la presse, comme le soutient ce matin le *National*, à la merci des fonctionnaires publics? Cette prétention est dérisoire, et le *National* l'exagère encore. On dirait, à l'entendre, que la cour de Limoges vient de proclamer « l'inviolabilité complète des fonctionnaires; » bien plus, leur souveraineté absolue sur la presse, qu'ils peuvent la ruiner, qu'ils peuvent la détruire à propos de la moindre attaque dont ils auraient été l'objet. Que faut-il pour cela? demande-t-on. Rien qu'un tribunal de première instance et une cour royale qui s'entendent avec le fonctionnaire. Rien que cela! en vérité! et « rien n'est plus facile à rencontrer, » ajoute le *National*. Assurément personne ne prendra au sérieux cette injure faite à la justice des cours royales. Non, la presse n'a rien à craindre d'elles, dans ses justes droits du moins. Ce que la jurisprudence qui la soumet au droit commun peut atteindre, c'est le mensonge, c'est la calomnie. Cette jurisprudence forcera la presse d'être plus circonspecte, d'admettre moins facilement de toutes mains les accusations les moins fondées contre les fonctionnaires; mais la vérité et la dignité de la presse n'y gagneront-elles rien? D'ailleurs cette distinction des actions subsiste dans le droit commun des peuples les plus libres. La presse anglaise, la presse américaine y sont soumises, et l'on ne voit pas qu'elles soient pour cela à la merci des fonctionnaires publics.

La liberté des journaux n'est donc pas menacée par la jurisprudence qui maintient le droit commun pour les actes de la presse; mais ce droit est-il blesé? Franchement, nous cherchons en vain quelque objection fondée dans les critiques dont l'arrêt de la cour royale de Limoges est l'objet. La *Gazette des Tribunaux* ne veut pas comprendre qu'il y a autre chose dans cette affaire qu'une question de procédure, et qu'il s'agit de savoir si un principe de droit commun et de justice éternelle sera sacrifié aux convenances de la presse, sera rdyé, en sa faveur, de la loi générale et même du code spécial de la presse, et non pas de rechercher comment on conciliera la procédure des enquêtes civiles et criminelles. Le même journal insiste sur ce qu'aux termes de l'article 1382, il ne suffit pas qu'il y ait dommage, il faut encore qu'il y ait faute de la part de celui qui l'a causé, et il a raison en ce point; mais il a tort quand il ajoute qu'il ne peut y avoir faute sans délit quand il s'agit de la presse. Le délit résulte de l'intention coupable, la faute résulte de l'imprudence. Un journal peut avoir publié sans intention coupable des imputations fausses et dommageables. Il peut donc être affranchi de la peine du délit sans être à l'abri de la réparation du dommage. Trois cas se présentent pour lui, en effet, dans la situation que la loi et la jurisprudence lui ont faite. Il peut échapper à la peine du délit par la preuve des faits ou par la pureté de ses intentions; mais la preuve des faits seule l'affranchit de la réparation du dommage, et la pureté des intentions n'exclut ni la légèreté, ni l'imprudence, ni la faute, par conséquent, ni la réparation.

Mais c'est un principe, ajoute-t-on, que quand il s'agit d'attaques de la presse contre les fonctionnaires, la preuve des faits est admise. Eh bien! la cour royale de Limoges n'a-t-elle pas consacré ce principe? Si elle a repoussé la preuve offerte par les prévenus, c'est que les faits allégués et dont on offrait la preuve n'étaient pas pertinents; c'est à dire que, fussent-ils prouvés, ils n'eussent pas mis les prévenus à l'abri de la réparation du dommage. La *Quotidienne* dénonce comme une monstrueuse anomalie cette doctrine de l'arrêt qui admet devant les tribunaux civils la

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

### LE PORTRAIT DE CHÉRUBINI.

PAR M. INGRES.

Tout au fond de la cour de l'Institut, à droite, un escalier en bois, jamais frotté, balayé avec distraction, véritable escalier de savant ou d'homme de génie, vous conduit à un palier dont il ne faudrait pas trop examiner les recoins. Vous vous trouvez en face d'une porte numérotée. (Numéro 4; le hasard a quelquefois de l'esprit!) Vous sonnez. C'est une servante qui vient ouvrir. Elle vous précède dans un étroit couloir, et vous introduit dans un cabinet sans tapis ni tenture. Là, vous êtes reçu avec cordialité par un homme de petite taille, négligemment vêtu; il vous fait asseoir sur un fauteuil en tapisserie, ouvrage de sa femme, et se met à causer sans prétendre le moins du monde à une attention particulière. D'où vient donc, qu'au sein de ces mœurs bourgeoises, dans ce milieu prosaïque, vous êtes saisi de respect; et qu'en abordant cet homme, votre parole devient grave et déferente?

C'est que vous parlez tout simplement à l'un des premiers artistes de l'Europe; que cet artiste est une des gloires de la France; qu'il a fait le *Plafond d'Homère*, et qu'il s'appelle Ingres.

Quoi qu'on ait pu dire de la décadence du goût et de l'indifférence des masses en matière d'art, jamais peut-être les grands peintres et les véritables artistes n'ont rencontré de plus respectueuses sympathies. Plus la société est entraînée par ses coutumes et ses tendances vers l'égalité dans le laid, plus les individus sentent le besoin d'honorer ces nobles selon l'esprit, ces patriciens de l'intelligence qui ont reçu d'en haut la connaissance du beau et le don de le révéler. Or, parmi ceux-là, nul n'a plus de droits à toutes sortes d'égards que M. Ingres. Aussi voyez comme Paris a fêté son retour! Je m'étonne que le vieux escalier n'ait pas fléchi sous le poids de tant d'hommes d'état, de grands seigneurs, d'illustrations de tous genres accourus pour contempler la *Vierge à l'hostie*. Demandez au duc d'Orléans s'il ne regarde pas comme une faveur le droit de monter deux

fois par semaine ces degrés sur lesquels l'imagination de l'architecte qui les a construits n'avait certes jamais posé un pied royal? L'héritier du trône est heureux de se faire présenter à la France par la main du grand peintre. Mais, songez-y, monseigneur, prendre un tel interprète auprès de la postérité, c'est presque s'engager à la gloire.

Bientôt, vous serez tous admis dans l'humble demeure de l'artiste. On ne fera aucun frais extraordinaire pour vous recevoir. Les habitudes d'intérieur resteront les mêmes, et dans ce petit cabinet où vous vous presserez en foule, rien ne sera changé. Il n'y aura qu'un chef-d'œuvre de plus: un portrait élevé à toute la hauteur d'un tableau d'histoire: Chérubini au par la muse.

Il appartenait à M. Ingres de faire le portrait de Chérubini. Son exquise organisation l'a de bonne heure rendu sensible aux effets de la musique. Prompt à tout concevoir, il a trouvé moyen, à ses heures perdues, de devenir un musicien consommé. Tout jeune encore il faisait partie des célèbres quatuors de Baillot; aujourd'hui Liszt se plaît à dire avec lui, les sonates les plus difficiles de Beethoven; son goût en musique est empreint de la sévérité, de l'exclusion passionnée qui sont inhérentes à sa nature. M. Ingres n'admet que les grands stylistes. Il ne prononce jamais d'autres noms, que ceux des compositeurs chez lesquels l'idée domine la forme. Il rejette avec horreur la musique sensualiste. Les plus heureux génies, s'ils ne sont forts de pensée, ne trouvent pas grâce devant lui. Ainsi Gluck, Haydn, Mozart, Beethoven, Chérubini sont à ses yeux les musiciens par excellence. Il les nomme les *maîtres* et leur rend des honneurs voisins du culte qu'il voue à ses dieux: Appelles et Raphaël.

Lie d'amitié avec Chérubini, M. Ingres a ressenti au cœur le silence qui, depuis quelques années, s'est fait autour du grand compositeur. Indigné d'un si prompt oubli, il s'est proposé de rappeler à la France l'auteur de *Lodoiska*, des *Deux Journées* et de tant d'autres belles œuvres. Pour cela, il ne s'est pas borné à reproduire fidèlement les traits nobles, l'œil profond de Chérubini, il a voulu, afin de mieux rendre sa pensée, placer auprès de lui la muse Terpsychore indiquant du regard et du geste qu'elle le choisit, qu'elle le sacré devant le peuple.

Certes, c'était là une conception à faire trembler le pincean en des mains moins fermes, à donner le vertige aux yeux les plus aguerris. Rapprocher ainsi l'idéal du réel; évoquer l'antiquité dans toute sa majesté pour la mettre en présence de notre actualité mesquine; poser la jeune muse tenant la

lyre auprès du vieillard, appuyé sur sa canne, c'était jeter un défi à l'impossible. Aborder en plein de pareilles difficultés, c'était l'œuvre d'un homme qui n'ignore aucune des ressources de l'art. Pour triompher dans une telle entreprise, l'audace de la jeunesse et la maturité de l'expérience étaient nécessaires. Il fallait joindre le libre essor d'une riche imagination, à la plus haute puissance réflexive. Il fallait posséder les secrets des maîtres grecs et n'avoir pas négligé l'observation de la réalité moderne. Il fallait savoir oser. Que dirai-je encore? Il fallait être Ingres.

Voici quelle est la composition de ce tableau étrange et simple tout à la fois. Chérubini, dans le costume actuel, habit et manteau de drap, est assis tête nue sur un fauteuil en velours. Il tient d'une main sa canne, de l'autre son chapeau, dont on ne voit qu'une partie. Il regarde devant lui comme un homme qui cause ou qui rêve doucement. Debout, à sa gauche, un peu en arrière est Terpsychore; vêtue de blanc, afin de rendre plus sensible le caractère sacerdotal qu'a voulu lui donner l'artiste, couronnée de lauriers, elle tient d'une main la lyre à sept cordes; d'un geste dominateur elle étend l'autre sur la tête de Chérubini, et regarde fièrement devant elle, comme pour indiquer au spectateur qu'elle prend possession de cet homme; que désormais il lui appartient. La figure de Chérubini ne trahit aucune émotion. On comprend qu'il n'a pas conscience de ce qui se passe auprès de lui. C'était à coup sûr la manière la plus philosophique d'exprimer la présence simultanée, sans relation apparente, dans un même individu, d'un génie élevé, d'une nature simple et naïve.

Mais pour faire admettre une donnée aussi neuve, la puissance d'exécution ne suffisait pas. Il fallait du bonheur. Car, et les grands artistes en conviennent tous, il y a encore du bonheur pour la main la mieux exercée; dans la vie de l'homme le plus maître de l'art, il est des heures propices où son travail devient en quelque sorte lumineux, s'anime au souffle d'un esprit invisible. Le portrait de Chérubini semble avoir été achevé à l'une de ces heures. La tête de ce musicien éminent est peut-être le plus beau portrait sorti du pincean de M. Ingres. On voit qu'il s'est plu à reproduire le frontement homérique de ces sourcils, ce front où Lavater eût reconnu les trois plus vertueux, signe certain d'un noble caractère. Il n'a pas craint de mettre en pleine lumière, sans en rien dissimuler, cette vieillesse au repos, à laquelle il a donné un aspect auguste. Ainsi qu'il l'avait déjà fait dans les portraits de M. Bertin et de M. le comte Molé, il a tiré un parti merveilleux des étoffes rudes et cassantes dont se compose le costume moderne. Il est parvenu, en restant simple et même



preuve des faits dont l'imputation sert de base à l'action en dommage. En prouvant ces faits, dit-elle, loin de détruire le dommage, on l'aggrave, et si l'imputation a fait tort au fonctionnaire, la preuve lui fait bien plus de tort encore. Cela est vrai, le dommage reste, s'aggrave même, quand les faits sont prouvés; mais celui qui l'a causé a eu, dans ce cas, le droit de le causer, et c'est ce droit là même qui l'affranchit de toute réparation.

C'est donc une question résolue, et résolue dans le sens voulu par la raison, par la loi, par l'intérêt bien entendu de la presse elle-même, qui ne peut que gagner à apporter plus de circonspection dans ses accusations. L'arrêt va être soumis, dit-on, à la cour de cassation. Cette cour ne peut que persister dans une jurisprudence qu'elle n'a adoptée qu'après les plus mûres et les plus solennelles délibérations, et qu'elle a consacrée par cinq arrêts successifs.

Les radicaux, si rigides chez nous, sont, nous l'avons prouvé plus d'une fois, d'admirables courtisans vis à vis de la régence espagnole. Le *National* s'étonne, s'indigne même que nous ayons mis en question si Espartero régnait en Espagne. Il se demande ce que c'est que régner et répond que c'est faire tout ce que fait Espartero. Oui, quand on le fait en son nom et pour son compte; mais non, quand on le fait au nom et pour le compte d'autrui. Alors on n'est pas roi, mais régent, on ne règne pas, on régit. Alors on fait les affaires d'un pays; mais on n'est pas le représentant monarchique de ce pays; on n'est pas la personnification de sa puissance souveraine dans les relations internationales, et c'est pour cela qu'on ne reçoit pas les lettres de créance des ambassadeurs.

On aura beau faire, ce que prétend Espartero, ce que veut le *National* qui l'appuie, c'est, sous prétexte d'étiquette, changer le principe monarchique du gouvernement espagnol, c'est établir un précédent aussi contraire aux intérêts de l'Espagne monarchique qu'aux usages de la diplomatie européenne. Le *Constitutionnel* invoque l'usage contraire de l'Espagne. Il se trompe : l'usage espagnol est conforme en ce point à celui de toute l'Europe, et l'on a assez souvent allégué le précédent célèbre qui a concouru à établir cet usage conforme d'ailleurs aux principes du gouvernement monarchique. En fût-il autrement d'ailleurs; cette question fût-elle une simple question d'étiquette, il faut le répéter, puisqu'on feint de l'oublier, ce n'est pas la France qui l'a soulevée, c'est le gouvernement espagnol. M. de Salvandy, accrédité auprès de la reine, voulait remettre ses lettres en présence de la reine. C'est la vanité ou le calcul d'Espartero qui a demandé qu'il en fût autrement. Ne changeons donc pas les rôles. C'est le radicalisme qui se fait ici le champion de l'étiquette.

Qu'exige-t-on donc aujourd'hui? Que la France se soumette à l'étiquette que le régent d'Espagne veut établir en son honneur! Qu'elle s'humilie pour satisfaire les exigences de son amour-propre! C'est en vérité une prétention bien étrange de la part de gens qui reprochent sans cesse à notre gouvernement de céder aux exigences de l'étranger. Et, à ce sujet, nous ne pouvons nous dispenser de reproduire une observation qu'on nous a souvent forcés de faire, c'est que s'il s'agissait d'un gouvernement monarchique et que le ministre vint à faire la concession qu'on lui demande si impérieusement, de quels cris d'indignation ne ferait-on pas retentir le pays? Tant il y a de sincérité dans ces déclamations patriotiques!

Avant-hier, il est parti du ministère des affaires étrangères un courrier pour Madrid, porteur de dépêches pour M. de Salvandy.

Les premiers, en annonçant que M. de Kisseleff ne s'était pas trouvé au nombre des membres du corps diplomatique qui se sont rendus aux Tuileries le 1<sup>er</sup> janvier, nous nous sommes élevés contre des procédés qui nous paraissaient peu dignes des deux grandes nations qui s'appellent la France et la Russie. Ces représailles sont jugées aujourd'hui de deux façons bien différentes par le *Constitutionnel* et le *Journal des Débats*.

Le *Constitutionnel* les approuve en ces termes :

« Le ministère, renseigné sur ce point de manière à ne plus pouvoir conserver de doute, avait donné au représentant de la France à Saint-Petersbourg, l'ordre de ne pas paraître au palais impérial, le jour de la fête de l'empereur. C'était là de très légitimes représailles; mais la cour de Russie a voulu prendre sa revanche, et un courrier expédié en toute hâte de Saint-Petersbourg et qui n'est arrivé à Paris que le 30 décembre, a porté à M. de Kisseleff l'ordre qu'il a fidèlement exécuté, de ne pas se joindre au corps diplomatique, pour la cérémonie du premier jour de l'an.

« Notre ministère se croira sans doute obligé à de nouvelles représailles, et il serait difficile de dire dès à présent jusqu'où peut aller ce débat. En ce qui nous touche, bien que la question soit en apparence assez mince, nous serons toujours disposés à approuver ce qui sera fait pour avoir raison des insolences et des mépris très peu déguisés de la Russie. Ce n'est pas, nous le savons, à la nation française que s'adressent les haines de la cour moscovite, c'est à la

dynastie, c'est au roi. Mais qui manque au roi, manque à la France; qui le blesse, nous blesse. Cela est vrai surtout quand il s'agit de l'étranger. La France ne permet à personne de se montrer insolent ou dédaigneux à l'égard de la dynastie qu'elle a élue, du roi qu'elle s'est donné.

« Nous louons donc les justes susceptibilités du ministère, et nous l'encourageons à persévérer dans sa conduite; c'est à dire à rendre à la Russie l'inconvenance pour inconvenance, l'injure pour injure. »

Le *Journal des Débats*, lui, les juge ainsi :

« Ce que nous ne croyons pas, c'est que le gouvernement français ait songé à bouter l'empereur par représailles, et que son agent à Saint-Petersbourg ait reçu l'ordre d'être malade le jour de la fête de sa majesté russe; nous ne comprenons pas une pareille guerre entre deux puissances nations. Si la France se trouvait blessée par les procédés du cabinet russe, elle rappellerait ses agents, comme c'est son droit et son devoir.

« Mais deux grands gouvernements ne luttent pas ainsi de laquinerie et de malveillance; ne voulant pas se faire la guerre à coups de canon, il ne se livrent pas une bataille d'étiquette et ne se battent pas à coups de bouderies ridicules et impuissantes. Cela ne serait pas sérieux; cela ne serait pas digne de la France. Nous ajoutons que cela serait aussi indigne de la Russie, qui est un puissant peuple, et qui n'a pas épousé sans doute les petites passions et les colères mesquines de son souverain.

« Une grande nation comme la nôtre peut mépriser des procédés pareils à ceux qu'on impute à l'empereur de Russie; mais elle ne doit pas les imiter. Si elle ne pouvait vivre en bonne intelligence avec un cabinet rival ou prévenu, une rupture ouverte lui vaudrait mieux qu'une diplomatie envenimée. Si au lieu d'être des messages de paix et de bon vouloir, vos agents à l'étranger n'étaient que les chargés d'affaires de vos susceptibilités et de vos rancunes, il vaudrait mieux les rappeler.

« La rupture n'est pas la guerre, tandis que de mauvaises relations compromettent incessamment la paix. Or, c'est la paix que nous voulons, la paix honorable, la paix durable, également assurée contre les emportements des peuples et contre les fantaisies des rois absolus! »

Nous aimons à nous rencontrer avec le *Journal des Débats*, quand il s'exprime avec cette convenance politique et cette indépendance ministérielle; l'empressement que nous mettons à le signaler atteste que, de notre part, il ne se mêle jamais à notre polémique avec lui aucun sentiment mesquin de rivalité.

#### EXÉCUTION DES GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.

Nous avons dit hier que le système que nous avions à diverses reprises, et notamment dans la *Presse* du 19 juin 1839, proposé d'appliquer à l'exécution des grandes lignes de chemins de fer, était celui que l'Autriche venait d'adopter après expérience faite de tous les autres systèmes. On en aura la preuve par la déclaration suivante qui a paru dans la *Gazette de Vienne*, et qui est un document trop important pour que nous ne l'enregistrons pas dans toute son étendue et n'appelions pas sur lui l'attention de nos lecteurs :

« Depuis plusieurs années le gouvernement autrichien a voué la plus grande attention aux chemins de fer. Dès le moment où les immenses progrès de l'art technique sont venus prouver jusqu'à l'évidence la possibilité de réaliser les chemins de fer sur une plus vaste échelle, on a mis la plus grande activité sur le territoire de la monarchie autrichienne à en faire l'application. Toutefois, le gouvernement autrichien n'ayant pas assez d'expérience en cette matière, et considérant que l'industrie privée est en possession d'une foule de moyens de détails qui manquent à un gouvernement, et que par cette raison elle est appelée à prendre l'initiative dans de semblables entreprises; considérant en outre que partout où il s'agit d'un intérêt immédiat et où l'activité a besoin d'être stimulée par cet intérêt, l'industrie privée doit avoir la préférence sur le gouvernement, le gouvernement autrichien a abandonné aux entreprises particulières la construction des chemins de fer, et s'est borné à favoriser les sociétés qui se sont formées en conséquence, en leur accordant des privilèges considérables et en les appuyant autant que le permettait d'autres considérations d'une haute importance.

« Mais une expérience de plusieurs années a démontré que l'exécution de semblables entreprises par des sociétés particulières est sujet à des inconvénients inséparables de ces sortes de sociétés, quelle que soit d'ailleurs l'intelligence avec laquelle ces entreprises soient conduites. On a acquis la conviction que si l'on persistait à suivre exclusivement la voie dans laquelle on s'était engagé, il en résulterait nécessairement une stagnation dans la construction des chemins de fer, et que le but important qu'ils étaient destinés à atteindre serait manqué.

« Les principales difficultés consistent dans le choix des directions que doivent suivre les chemins de fer et dans la difficulté de trouver les capitaux nécessaires soit pour continuer les chemins de fer commencés, soit pour en construire de nouveaux.

« En ce qui concerne les obstacles de la première espèce, il est évident pour tout homme impartial que les sociétés particulières se forment dans le but de réaliser un gain probable, et qu'elles n'ont pas lieu dès qu'il s'élève des doutes sur le succès, ou que de fâcheuses expériences en démontrent l'impossibilité. Le plus souvent, les actionnaires ne sont pas à même de juger de l'utilité de l'entreprise. Ceux qui se placent à la tête sont forcés de choisir les lignes et les directions qu'ils croient les plus avantageuses. Ainsi le principe qui sert de règle, c'est l'intérêt privé, c'est la réalisation du plus grand lucre possible, et quand bien même on pourrait en même temps atteindre un but plus élevé, celui-ci sera toujours subordonné au premier. Le gouvernement pourrait-il, oserait-il se montrer indifférent, alors qu'il s'agit des moyens de communication les plus importants, alors que la direction d'une ligne est destinée à exercer une grande influence sur le bien-être de provinces entières?

« Il est clair qu'il importe de prendre en sérieuse et constante considération non les avantages pécuniaires, mais le public avant tout, non les intérêts que l'on peut retirer des chemins de fer à la plus courte échéance possible, mais les résultats qu'ils doivent produire dans un avenir éloigné,

résultats qui seront d'autant plus durables qu'ils seront plus lents; il est évident encore que des raisons qui font désirer que l'on abandonne aux entreprises particulières la construction des chemins de fer et des embranchemens avec les grandes lignes, n'existent point pour ces dernières. Ici le gouvernement seul est en position de concevoir et de déterminer la ligne en négligeant tous les avantages secondaires en faveur de l'intérêt général du commerce, et par conséquent des buts de l'état. Lui seul est à même de s'entendre avec les gouvernements étrangers, concernant la jonction de nos chemins de fer avec ceux de l'étranger, qui est d'une si grande importance pour les premiers, et d'avoir égard à la fois aux intérêts du commerce et de la politique. Le gouvernement seul est capable d'imprimer aux travaux la régularité, l'ensemble nécessaire pour tous les buts que l'on se propose et qui doivent exercer une si puissante influence dans cette affaire.

« La difficulté de se procurer des capitaux pour achever les chemins de fer commencés ou pour en construire de nouveaux, a été cause que les entrepreneurs de chemins de fer se trouvant dans l'embarras, se sont adressés au gouvernement pour lui demander des secours. Le gouvernement examina cette demande avec toute l'attention que réclamait cet important objet. Il pesa mûrement tous les moyens qu'il eût pu employer pour appuyer de semblables entreprises, comme par exemple de leur accorder des avances, de payer une partie des frais, de prendre une partie des actions, de garantir les intérêts; cependant il acquit la conviction que de cette manière on n'était pas sûr d'atteindre complètement le but, ou qu'il en résulterait les plus grandes complications; que l'état devrait en tout cas prêter son crédit, que par conséquent ce ne seraient pas les sociétés, mais proprement l'état qui fournirait les moyens d'exécuter ces travaux; l'emploi de ces moyens serait abandonné à une administration particulière, sans que le gouvernement pût exercer sur eux une influence directe.

« En conséquence des rapports que nous venons de faire connaître, et après un mûr examen des résultats qu'ont déjà produits et que doivent produire encore les chemins de fer pour toutes les branches du commerce, S. M. l'empereur a daigné décider que le gouvernement exercerait une influence directe sur la construction des chemins de fer les plus importants pour les intérêts de l'état, sans néanmoins exclure l'industrie privée là où elle pourra être utile. Ainsi, les chemins de fer dans la monarchie autrichienne se diviseront en chemins de l'état et en chemins particuliers.

« Les chemins de fer de l'état sont ceux qui seront dès ce moment ou à l'avenir désignés comme tels par S. M. l'empereur. Déjà S. M. l'empereur a daigné déclarer chemin de fer de l'état le chemin de fer de Vienne à Dresde par Prague, celui de Vienne à Trieste, une ligne traversant le royaume lombard-vénitien, puis une ligne dirigée vers la Bavière, sans préjudice toutefois des privilèges acquis sur lesdites lignes, soit partiellement, soit intégralement, par les sociétés particulières. Là où il n'existe point d'entreprises particulières, ou bien lorsque celles qui existent seraient hors d'état de remplir les engagements qu'elles ont contractés de construire les chemins de fer de l'état, ou d'achever ceux commencés dans les directions indiquées, la construction desdits chemins de fer sera faite aux frais de l'état.

« En ce qui concerne les chemins de fer de l'état qui doivent être les premiers construits, le gouvernement déterminera en tout cas le tracé dans toute sa longueur; et s'ils sont construits directement aux frais de l'état, il pourvoira à tout ce qui est relatif à la construction des chemins de fer, ainsi qu'à l'établissement de débarcadères, etc. Pour exécuter ces travaux, on se servira autant que possible de l'industrie privée et d'entrepreneurs particuliers sous la direction et la surveillance continuelle des autorités précitées. Les chemins de fer seront affermés pour un temps limité à des entrepreneurs particuliers.

« S. M. l'empereur a daigné confier la direction supérieure des chemins de fer de l'état au président de la chambre générale des finances, et nommer pour l'administration et l'exécution immédiate des travaux une direction générale technique, subordonnée au président de la chambre générale des finances. La tâche de cette direction consistera spécialement à faire le plan détaillé d'après lequel les principes établis par S. M. l'empereur pour la construction des chemins de fer de l'état devront être mis à exécution.

« Les entreprises particulières qui pourraient exister sur les chemins de fer de l'état précitées devront être traitées conformément aux privilèges qu'elles ont acquis.

« En ce qui concerne les chemins de fer particuliers, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont ou ne seront pas déclarés, expressément chemins de fer de l'état, ou bien relativement à ceux qui dans la suite seraient construits par des particuliers, ou par des sociétés privées, les autorités précitées devront rester dans le cercle de leurs attributions actuelles, et les négociations qui s'y rattachent devront être traitées conformément aux dispositions rendues le 18 juin 1838, et à celles qui les ont suivies ou qui pourraient encore les suivre.

« Les arrêtés rendus par S. M. l'empereur permettront d'atteindre en toute sûreté le but important des chemins de fer et d'apporter dans leur construction l'ordre impérieusement réclamé par les motifs les plus graves; en outre la construction des chemins de fer de l'état, par leur jonction à ceux des sociétés particulières existantes, permettra à celles-ci de donner de l'extension à leur industrie et leur offrira par conséquent la perspective assurée de tirer un parti avantageux de leurs capitaux. »

S'il fallait une nouvelle preuve du zèle et de l'activité avec lesquels les puissances qui nous entourent poussent les entreprises de chemins de fer, il suffirait de citer au hasard les journaux allemands :

On lit dans la *Gazette de Hanovre*, sous la date de Vienne, 24 décembre :

« La commission chargée de la direction des chemins de fer ne sera soumise à aucun contrôle de la part des autres autorités administratives. Tous les fonctionnaires ont reçu l'injonction de la seconder dans ses travaux et de proposer les réductions et économies qui leur paraîtraient nécessaires pour que l'état puisse procéder de la manière la plus avantageuse à la réalisation d'une entreprise qui est destinée à féconder le commerce de la monarchie. Il paraît que l'on fera des réductions dans les dépenses de l'armée, ce qui ne serait pas difficile, eu égard à la situation actuelle de l'Europe. 100 millions de florins sont provisoirement affectés à l'exécution des grandes lignes de chemins de fer. »

bourgeois comme il convenait, à donner au drap du manteau de larges plis, une ampleur presque romaine. Il a enfin résolu un des grands problèmes de l'art : ennobler la vulgarité en la reproduisant avec exactitude.

La muse (également un portrait) (4) est un de ces types héroïques vers lesquels M. Ingres semble conduit par la pente invincible de son génie. Son œil noir, ses sourcils épais donnent à sa beauté un caractère de fierté que tempèrent la courbe gracieuse, la voluptueuse épaisseur de sa lèvre vermeille. La main étendue sur Chérubini est d'une délicatesse toute féminine, et pourtant on y sent une force souveraine : la force de la volonté, non celle des muscles. On devine que cette main est douée d'une puissance d'attraction surnaturelle.

L'autre main apparaît à travers les cordes de la lyre sur laquelle elle est posée; et c'est ici le lieu de remarquer le soin, le goût exquis qui relèvent tous les détails de cette composition sévère. La lyre, copiée sur un bas-relief antique, est suspendue à une bandelette rouge à filet blanc mat qui entoure la main et passe dans un anneau attaché à la ceinture. La tunique, retenue au-dessous du sein par un cordon de couleur d'or, dessine, sous ses plis mous et souples comme ceux d'une draperie grecque, des formes virginales, un beau corps dans toute la splendeur de la jeunesse. Une bordure filas rompt avec bonheur l'uniformité toujours un peu aride des tons blancs.

Il était impossible de se montrer à la fois plus sobre et plus charmant. Nous ne nous étendrons pas sur les qualités matérielles de l'exécution. Tout le monde sait que M. Ingres dessine comme Raphaël. La *Stratonice* et la *Vierge à l'Hostie* ont répondu à ceux qui lui refusaient la couleur.

Toutes les qualités qui font les grands coloristes se trouvent dans le portrait de Chérubini. Les ombres y sont ménagées; la lumière y est répartie avec un art entièrement dénué de charlatanisme. Les tons des chairs sont chauds et vivants dans le visage de la Muse, plus sérieux, plus assombrés dans la figure de Chérubini. L'harmonie de l'ensemble est douce et suave. Que les jeunes peintres, que les élèves qui recherchent le beau avec ardeur et sincérité viennent étudier le tableau de M. Ingres. Ils trouveront chez le grand peintre le meilleur de tous les enseignemens, l'exemple.

Que le public se presse sur leurs pas; il pourra admirer sans restric-

tion une magnifique œuvre d'art. L'admiration est une des plus nobles jouissances de l'esprit. C'est le sentiment de l'admiration qui distingue l'homme de la bête, dit le théosophe Saint-Martin. Admirez donc le plus souvent et le plus possible; les occasions en sont rares, ne les laissons pas échapper.

DANIEL STERN.

#### Théâtre-Italien. — La Vestale, de Mercadante.

La *Vestale* de Mercadante jouit d'une très grande réputation en Italie comme une œuvre grave et sévère, et surtout remarquable sous le rapport des combinaisons harmoniques. La *Vestale* est en effet instrumentée avec plus de soin que les opéras italiens ordinaires et doit paraître allemande au delà des monts, où l'orchestre est presque toujours subordonné, et avec raison, au développement des voix. — A Paris, nous sommes accoutumés à bien d'autres complications, et à vrai dire nous préférons un peu de chant; l'instrumentation n'est pas ce qui nous manque, dieu merci! — Chose singulière, la *Vestale* se passe presque tout en chœurs qui, à la vérité, sont quelquefois très beaux, et bien que Mario ait intercalé au troisième acte un air tiré d'une autre partition, le nombre des morceaux de chant est encore très restreint. Cela vient, à ce qu'on dit, de ce que les chanteurs de la troupe pour laquelle Mercadante composa sa partition n'avaient que peu ou point de voix, et qu'il lui fallut se rejeter sur les ensembles.

La marche de la pièce est la même que celle de l'opéra français; seulement à la fin, Emilia reste bien et s'entend enterrer vive, et son amant se tue sur la pierre qui la recouvre. — L'idée de Spontini est tellement attachée pour nous à celle de la *Vestale*, que les imprimeurs du livret avaient par préoccupation mis son nom sur le titre à la place de celui de Mercadante, rétabli après coup sur une petite bande de papier collé. Ce souvenir, présent à toutes les mémoires, a nui à l'effet de l'opéra italien.

Le duo du second acte dont Morelli est le coryphée, est toujours redemandé; le duo de Mario et de Tamburini obtient le même honneur, et l'air de bravoure de ce dernier, excite de nombreux applaudissemens. — Mlle Grisi dont la belle tête s'accommode merveilleusement des bande-

lles antiques, a, dans ce rôle d'Emilia, des inspirations tragiques qui rappellent *Norma* et produisent un grand effet. — La scène du supplice au troisième acte, est rendue par elle avec un pathétique, une vérité, et une poésie admirables. Sous le rapport du chant, elle n'a pas été aussi satisfaisante, les notes aiguës ne sortaient qu'avec une peine extrême, et nécessitaient des contractions musculaires et des froncements de sourcils qui déparaient sa noble figure.

La pièce est mise en scène avec un soin et une propreté bien rare aux Italiens. C'est un progrès qu'il faut constater et dont nous faisons complimenter à l'administration. Nous avons assez déclamé contre les figurants de guenilles, les costumes de chiens savants ou de troubadours de 1804, les décorations déteintes qui faisaient un si triste contraste avec la magnifique décoration de la salle et l'élégance confortable, pour parler des changements heureux.

Il y a deux fort belles décorations dans la *Vestale* : la vue du Forum et celle du Campo-Sceierato. Mario est revêtu d'une superbe armure d'or et ressemble au dieu Mars en personne; Tamburini est fort digne de le remplacer en général romain. Les chœurs habillés à neuf ont des boucliers proprement étamés; les Vestales portent des voiles qui viennent de la lessive.

Tout cela est fort bien, mais la grande nouveauté est l'exécution du *Stabat* de Rossini qui aura lieu aujourd'hui 7 janvier. Mmes Grisi, Albertazzi, MM. Tamburini, Mario, l'élite de la troupe en seront les interprètes. Ce *Stabat*, dont nous avons entendu exécuter des morceaux, est une admirable union de la passion dramatique au style religieux, et révèle chez Rossini une phase de talent que certaines parties sévères de *Guillaume Tell* ont pu faire pressentir, mais non formuler entièrement. — Ce *Stabat* a la valeur d'une grande partition et durera plus de deux heures. Il renferme une introduction avec quatuor et chœur; un air pour ténor; un duo de soprano; un air de basse; une scène avec chœurs; deux autres quatuors; une cavatine pour le second soprano; un premier air de soprano mêlé de chœurs, et un quatuor avec chœurs qui forme le morceau final. — Quelles richesses, quels trésors! quelle cataracte de mélodie! — Rossini, Rossini, vous avez commis le plus grand crime dont homme de génie se puisse rendre coupable. Vous avez depuis dix ans garé pour vous seul ce que Dieu vous avait donné pour tous! Faites cinq actes, et vous obtiendrez l'absolution.

T. G.







## Librairie. Beaux-Arts. Musique.

M. Philpion de la Madeleine vient de terminer une traduction en prose de la Jérusalem d'Hérode, que publie M. Millet, éditeur, rue Hauteville, 20. Avec ce beau volume, nous annonçons encore aux bibliophiles la Mythologie illustrée par M. Baron, que le même éditeur adresse aux dames et aux maisons d'éducation, ainsi que le Télémaque illustré. La liste civile vient de souscrire, pour toutes les bibliothèques de la couronne, à la Jérusalem d'Hérode.

Une charmante édition in-18, grand Jésus, de l'Œuvre de Paul de Kock, formée de gravures d'après Raffet, paraît chez le libraire Gustave Barba. Chaque vol., à 3 fr. 50 c., superbement imprimé, contient un ou deux romans complets. Cette édition à très bon marché compte déjà un grand nombre de souscripteurs. Il paraît un volume tous les quinze jours. Mon Vain Raymond vient de paraître.

La troisième édition de l'ouvrage de M. Besnecq sur les maladies nerveuses et les affections chroniques des viscères, gastrites, gastralgies, etc., le place dans un rang distingué parmi les ouvrages médicaux; ses méditations consciencieuses, et le traitement rationnel qu'il indique, ouvrent une nouvelle route à l'étude des maladies, malheureusement si communes, des organes de la digestion. C'est ainsi que la médecine peut utilement se spécialiser dans l'intérêt des malades.

Après les Enfants peints par eux-mêmes, dont la vogue, devenue européenne, s'étend tous les jours davantage, vient l'Almanach des jeunes filles, puis la Physiologie de la Poupée et celle du Grand-Papa, par M. Desaillet, et une foule d'autres charmantes étonnantes pleines de bon goût. A. Desesserts, éditeur, passage des Panoramas, galerie Feytaud.

La deuxième livraison du Journal des économistes vient de paraître. Elle renferme les articles suivants: Des objections soulevées contre le régime de la

concurrence (fin), par M. Ch. Dunoyer, de l'Institut; De la Population de la France comparée à celle des autres États de l'Europe, par M. Moreau de Jomès, de l'Institut; Considérations sur l'état social des populations de la Turquie d'Europe, par M. Blanqui, de l'Institut; Négociations commerciales avec la Belgique, par M. Wolowski; Cours d'économie politique de M. Rossi; Compte-rendu par M. L. Reybaud de la Session des conseils généraux du commerce, des manufactures et de l'agriculture; Ouverture du Cours d'économie de M. Michel Chevalier; Notice sur Clément-Désormes, par M. Ch. Dunoyer, etc., etc. Bureau galerie de la Bourse, 5, chez Guillaumin, libraire.

Parmi les publications musicales qui ont paru pour le jour de l'an, il faut distinguer les Albums édités avec le plus grand luxe par Bernard Latte; ce sont la Lyre française, contenant dix morceaux de chant à une ou deux voix, par nos meilleurs compositeurs; l'Œuvre, composé de trois-quadrilles et cinq valses pour piano, par Musard, Strauss, Launer, Graziani et Daniele; l'Album d'un Voyageur, mélodies hongroises pour piano, par Liszt.

Nota. En s'abonnant pour un an au Monde musical (12 fr. pour Paris et 14 fr. pour la province), on reçoit, en outre des 52 morceaux de musique ou dessins que publie ce journal par année, un des trois Albums ci-dessus.

M. Dumont d'Urville vient de publier le 1<sup>er</sup> volume de son troisième voyage de circumnavigation, voyage plein d'intérêt, puisqu'il parle de pays inconnus, ou de ceux qu'il n'avait pas visités dans ses deux précédents voyages. On remarque dans les deux premières livraisons de l'Atlas qui accompagne l'édition de luxe, trois magnifiques planches de glaces dues au crayon de M. Sautter.

## Commerce et Industrie.

On n'a pas oublié le retentissement qu'obtint dans toute la presse l'apparition des draps-seutre. La question était de savoir si l'économie incontestable qu'offraient les nouvelles étoffes de M. Depouilly ne nuisait en rien à leur durée. Ce problème est aujourd'hui victorieusement résolu, grâce à la maison Lacroix, rue Sainte-Anne, 55, qui la première a songé à tirer parti de ce

nouveau produit. On sent qu'il réunit le double privilège du bon marché et de la solidité; quant à la souplesse et à l'éclat, il égale et dépassera bientôt ce que nos fabricants produisent de plus beau en fait de draps tissés.

Parmi les nombreux magasins de nouveautés que nous avons visités dans la dernière semaine de décembre, nous en avons remarqué un dont nous avons souvent entretenu nos lecteurs. C'est l'ancienne maison Perrier, rue Neuve-Saint-Augustin, 37. Cette maison offre des articles de soieries et de nouveautés dont le goût et le prix doivent fixer les acheteurs les plus difficiles. On y trouve un grand choix de manteaux et de pelisses d'une forme toute nouvelle et du meilleur goût.

## Hygiène et médecine.

Nous n'hésitons pas à recommander de nouveau le SIROP DE FÉLICIEN de M. Labelle, rue Bourbon-Villeneuve, 19, que les médecins les plus distingués prescrivent toujours avec succès dans le traitement des *hydrosies* essentielles ou symptomatiques d'une affection du cœur, contre les palpitations et oppressions, ainsi que contre les asthmes et catarrhes chroniques, les rhumes et toux opiniâtres. (Dépôts dans chaque ville.)

Hygiène de la bouche. — LE PARAGUAY-ROUX, remède spécifique contre les douleurs de dents, les progrès de la carie, et pour fortifier les gencives, conserve toujours sa supériorité sur toutes les préparations que son immense réputation a fait naître. A ces titres, nous nous faisons un vrai plaisir de le recommander de nouveau à nos lecteurs. A la pharmacie Roux et Chais, rue Montmartre, 149, et dans tous les pays du monde. Se méfier des nombreuses contrefaçons.

## Avis divers.

Le troisième grand bal masqué de l'Opéra-Comique aura lieu dimanche prochain, 9 janvier. Les portes ouvriront à minuit précis. On délivre à l'avance des stalles de balcon numérotées. Les loges à salon seront louées par ordre d'inscription au bureau de location, rue de Marivaux.

La librairie FORTIN, MASSON et C<sup>e</sup>, place de l'École-de-Médecine, 1, met en vente LA DEUXIÈME ÉDITION de la leçon professée par M. J. DUMAS, pour la clôture de son cours à l'École-de-Médecine. Les principales données sur lesquelles s'appuie l'ensemble des considérations développées dans cette leçon, ont été ajoutées, sous forme de notes, à cette deuxième édition, qui paraît avec le titre d'ESSAI DE STATISTIQUE CHIMIQUE DES ÊTRES ORGANISÉS. -- Prix: 2 fr. 50 c.

# GAZETTE MUSICALE, 97, RUE RICHELIEU.

Ne promettant jamais plus que nous ne tenons, nous ne promettons que 150 francs de musique aux abonnés, mais ils recevront la Revue et Gazette musicale tous les dimanches, en une et deux feuilles in-4<sup>o</sup>, rédigées par les hommes spéciaux les plus capables et qui ne travaillent à aucun autre journal de musique. Parmi les principaux rédacteurs, nous citerons: MM. Petit père, Berlioz, Blanchard, Anders, Liszt, Paul Smith, Kaitner, etc. MM. les abonnés recevront, en outre, douze morceaux de piano, composés par MM. Chopin, Schumann, Liszt, Mendelssohn, Moscheles, Osborn, Rosenbaum, Thalberg et Wolff, et douze mélodies ou romances composées par MM. Meyerbeer, Rossini, Halévy, Proch, Dessauer, Mlle Pujet, etc.; plusieurs recueils des archives curieuses de la musique, des portraits d'artistes célèbres et du fac simile de l'écriture de divers auteurs. En souscrivant pour 1842, il sera remis de suite aux abonnés: 1<sup>o</sup> Le Keepsake des Pianistes, contenant les morceaux suivants: 1<sup>o</sup> Prélude, par Chopin; 2<sup>o</sup> Impromptu, 3<sup>o</sup> Tarentelle, par Doehler; 4<sup>o</sup> Caprice, par Fontana; 5<sup>o</sup> La Petite Mendigante, par Heller; 6<sup>o</sup> Chant de Berceuse, par Ad. Henselt; 7<sup>o</sup> Ajax, étude, par Kalikbrenner; 8<sup>o</sup> la Gondole, par Mendelssohn; 9<sup>o</sup> Mélodie, par Mercœur; 10<sup>o</sup> Sérénade, par Moscheles; 11<sup>o</sup> Nocturne, par Osborn; 12<sup>o</sup> Valse, par Rossini; 13<sup>o</sup> Agitato, par Rosenbaum; 14<sup>o</sup> Ballade, par Ed. Wolff. 2<sup>o</sup> Six portraits de violons célèbres: Baillot, Habeneck, de Bériot, Ernest, Haumann, Panofka, ou au choix des abonnés les portraits de MM. Rubini, Lablache, Tamburini, et Mmes Damoreau, Pauline et Eugénie Garcia. — MM. les abonnés recevront, dans le mois de janvier, un Album de chant contenant trois mélodies de Meyerbeer, Rossini et Halévy, la Hart de Bonizetti, l'Asile de Dessauer, Alice aux bras nus de Labarre, Ce n'est pas toi de Medermeier, la Cascade de Maurice Bourges, l'Égyptienne de Félicien David, l'Ermite de Selmaux de Paneron, et les Métamorphoses du Chant par Proch.

Le quatrième concert de cette année aura lieu dans les premiers jours de février. Il y en aura DIX jusqu'au mois de mai.

Prix de l'abonnement: 30 francs par an, 34 francs pour la province, 38 francs pour l'étranger.

(226)

## VENTES IMMOBILIÈRES.

Biens situés à Paris.

Etude de Me BENE GUERIN, avoué, à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 38.

Vente sur licitation entre majeurs et mineurs, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des criées du tribunal civil de première instance de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, local et issue de la première chambre dudit tribunal, le samedi 22 janvier 1842, une heure de relevée, en trois lots qui ne pourront être réunis.

1<sup>o</sup> une grande Maison

sise à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 46, composée de sept corps de bâtiments de location facile.

Produit brut 19,700 f.  
Impositions 1,465 f.  
Gages du concierge 250 f.  
17,985 f.

Produit net 17,985 f.

2<sup>o</sup> une Maison

sise à Paris, rue des Petites-Saint-Germain-l'Auxerrois, 4.

Produit net par bail principal finissant le 1<sup>er</sup> janvier 1844. 2,500 f.  
Impositions foncières à la charge du locataire jusqu'à concurrence de 500 fr.

3<sup>o</sup> une autre Maison

sise à Paris, rue Neuve-Saint-Georges, 30, avec façade sur la place Saint-Georges, et la rue Notre-Dame-de-Lorette.

Produit brut 5,000 fr. no c.  
Impositions 438 f.  
5,438 f.

Produit net 5,461 f.

Ces immeubles seront criés sur la mise à prix de:

Pour le premier lot, 200,000 f.

Pour le deuxième lot, 40,000 f.

Pour le troisième lot, 52,000 f.

Total 392,000

S'adresser pour les renseignements:

1<sup>o</sup> à Me BENE GUERIN, avoué poursuivant la vente, dépositaire d'une copie du cahier des charges et des conditions de la vente, et des titres de propriété, demeurant à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 38.

2<sup>o</sup> à Me Glandaz, avoué co-licitant, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87.

3<sup>o</sup> à Me Despaux, avoué co-licitant, demeurant à Paris, place du Louvre, 25.

Et sur les lieux pour les voir. 45 f.

Etude de Me Glandaz, avoué, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87.

Vente sur licitation, en l'étude et par le ministère de Me Hallig, notaire, à Paris, 1<sup>o</sup> d'Antin, 0, heure de midi, le lundi 17 janvier 1842, en un seul lot,

1<sup>o</sup> D'UNE USINE A GAZ DE RÉSINE,

Sise à Vaugirard, chaussée du Maine, 50, canton et arrondissement de Sceaux (Seine).

Ensemble des matériels et clientèle attachés à l'établissement.

Et du droit au bail du terrain sur lequel est élevée l'usine.

2<sup>o</sup> D'une Distillerie

Pour l'épuration des produits de l'usine ci-dessus et du terrain sur lequel elle est établie, située à Montrouge, sur la rue projetée de Larocheboucault, canton et arrondissement de Sceaux (Seine).

Mise à prix: 130,000 fr.

S'adresser pour les renseignements:

1<sup>o</sup> à Me Glandaz, avoué poursuivant la vente, dépositaire d'une copie du cahier des charges;

2<sup>o</sup> à Me Poyviller, notaire co-licitant, 22;

3<sup>o</sup> à Me Hallig, notaire demeurant à Paris, rue d'Antin, 9. (290)

Etude de Me Glandaz, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 87.

Adjudication le samedi 22 janvier 1842, en l'audience des criées du tribunal civil

GIDE, Editeur, rue des Petits-Augustins, 5, près le quai Malaquais.

## J. DUMONT D'URVILLE

### Relation du Voyage

### AU POLE SUD et dans l'Océanie,

Sur les corvettes L'ASTROLABE et LA ZÉLÉE,

Exécuté pendant les années 1837, 1838, 1839 et 1840.

10 VOLUMES in-8, avec 10 cartes dressées par M. VINCELDON-DUMOULIN,

INGÉNIEUR HYDROGRAPHE DE LA MARINE.

PRIX DE CHAQUE VOLUME: 3 FR. — Le tome I<sup>er</sup> est en vente.

Il y a de ce voyage une grande édition avec atlas in-folio. — Le prospectus se trouve à la librairie GIDE.

On souscrit aussi chez M. ROUSSEAU, libraire, rue Richelieu, 106.

de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris.

### D'UN HOTEL

avec cour, jardin et dépendances, sis à Paris, rue Saint-Guillaume, 32.

Mise à prix, 150,000 fr.

On aura la faculté de prendre le mobilier garnissant l'hôtel.

S'adresser 1<sup>o</sup> à Me Glandaz, avoué poursuivant, rue N.-des-Pet.-Champs, 87.

2<sup>o</sup> à Me Masson, av. co-licitant, quai des Orfèvres, 18. (270)

Etude de Me PINSON, avoué, rue St-Honoré, 333.

Baïsse de mises à prix.

Adjudication définitive le 15 janvier 1842, en l'audience des criées à Paris, en 4 lots, de quatre

pièces de Terre

sises près Paris, terroir de Neuilly, arrondissement de Saint-Denis (Seine).

Contenance. Mise à prix.

1<sup>er</sup> lot, 17 ares 8 centiares, lieu dit la porte Maillot. 1,600 f.

2<sup>e</sup> lot, 17 ares 8 centiares. — 1,000

Même lieu. — 1,000

3<sup>e</sup> lot, 17 ares 8 centiares. — 1,000

Même lieu. — 1,000

4<sup>e</sup> lot, 11 ares 11 centiares. — 1,000

Barrière de Courcelles. — 1,000

S'adresser: 1<sup>o</sup> à Me PINSON, avoué, rue Saint-Honoré, 333.

2<sup>o</sup> à Me Gheerbrant, avoué, rue Gailon, 14. (85)

Adjudication le samedi 22 janvier 1842, en l'audience des criées du tribunal de la Seine, en quatre lots de maisons et terrains situés à Saint-Denis, près Paris.

1<sup>er</sup> lot.

MAISON

rue des Ursulines, 18, susceptible d'un revenu de 1,500 fr.

2<sup>e</sup> lot.

TERRAIN

propre à bâtir. — Contenance, 630 mètres.

3<sup>e</sup> lot.

Autre Terrain

propre à bâtir, donnant comme le précédent sur ladite rue. — Contenance, 633 mètres.

4<sup>e</sup> lot.

Corps de Bâtiment

ET DÉPENDANCES, rue des Ursulines, 20, susceptible d'un revenu de 1,150 fr.

Mises à prix: 1<sup>er</sup> lot, 20,000 f.

2<sup>e</sup> lot, 4,000 f.

3<sup>e</sup> lot, 3,500 f.

4<sup>e</sup> lot, 20,000 f.

S'adresser: 1<sup>o</sup> à Me TISSIER, avoué poursuivant, rue Montesquieu, 4.

## FABRIQUE DE TAPIS ET COUVERTURES

AUX MÉRIS, RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, 61.

Grand choix de Meubles dessinés riches et nouveaux; Aubussons ras et veloutés; tapis de Moquette au-dessous des tapis. Tapisseries pour meubles et portières.

[London, at M<sup>r</sup> Barbe, [60, Quadrant Regent's-street.

PROPRIÉTÉS. — Ce savon, sans angles, est onctueux et préférable à tous ceux connus jusqu'ici pour nettoyer et adoucir la peau des mains. C'est le seul qui convienne à la toilette des enfants. Il mousse avec toute espèce d'eau chaude ou froide, et conserve, jusqu'au plus petit morceau, les parfums doux et suaves qui le composent. Pour baigner, il suffit de se frotter avec un demi-pot du savon liquide, ou de râper un demi-pain en l'enveloppant dans un coin de serviette. On se frotte avec la mousse onctueuse qui se forme à l'instant même, et qui domine la surface de l'eau. Ce bain savonneux blanchit la peau, et enlève les sécrétions des pores qui ternissent si souvent l'épiderme quand on n'a pas soin de se baigner souvent.

Pour la barbe, on se sert exclusivement du savon mou de THOMPSON. Cette crème, en imprégnant doucement les bulbes, facilite l'action du rasoir, sans jamais exciter la peau, et sans causer aucune éclorescence ni boutons, comme cela arrive avec les savons ordinaires, qui, presque tous, rancissent



2<sup>o</sup> A Me Lebel, notaire, à Saint-Denis, rue des Ursulines.

3<sup>o</sup> Et à Me veuve Camus, même rue des Ursulines, 18. (123)

Etude de Me BENE GUERIN, avoué, rue de l'Arbre-Sec, 38.

Vente sur publications volontaires, au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des criées du tribunal civil de première instance de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, local et issue de la première chambre dudit tribunal, le samedi 22 janvier 1842, une heure de relevée, en un seul lot,

DUNE

étendue, présente les conditions les plus favorables pour une bonne spéculation de construction. Tous les baux étant expirés, l'adjudicataire pourra entrer en possession de suite.

Mise à prix:

Cet immeuble sera crié sur la mise à prix de 350,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements:

1<sup>o</sup> à Me BENE GUERIN, avoué, poursuivant la présente vente, dépositaire d'une copie du cahier des charges et des conditions de la vente, et des titres de propriété, demeurant à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 38;

2<sup>o</sup> à M. Vincinti, rue Neuve-Saint-Augustin, 20;

Et sur les lieux, au concierge. (81) 2

Adjudication définitive, le 25 janvier 1842,

d'une vaste Propriété

quai Valmy, 42, occupée en partie, pour vingt-cinq ans, par l'administration des contributions indirectes. Produit justifié, plus de 20,000 fr., dont 14,000 environ sont assurés par le bail de l'administration.

Mise à prix: 250,000 fr.

L'adjudication sera prononcée même sur une seule enchère.

S'adresser à Me CHAPPELIER, notaire, rue de la Trinité, 12. (124) 3

FIEFS ET PROPRIÉTÉS TITRÉS

1<sup>o</sup> A vendre en Italie. Produit, 3 0/0. Correspondance avec les chanceries étrangères. — S'adresser franco à M. MENNEVILLE, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 42, de une heure à quatre. (110)

Belle Berline à vendre,

Rue de la Ville-l'Évêque, 10 bis.

VENTES

PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Placé de la commune de Villenoble, le dimanche 9 janvier 1842, à midi.

Consistant en tables, chaises, armoire, commode, le tout en noyer, glaces, lampes, gravures, une forge et ses accessoires, 50 kilog. de plomb, robinets en cuivre, et autres objets.

(119)

A Louer, LA BELLE

USINE DE DANGU,

près Gisors, à 25 kilomètres du port des Andelys-sur-Seine, à 72 kilomètres de Paris, établie sur un cours d'eau de cent forces de cheval, disposée pour le laminage de zinc, propre à tout autre emploi industriel.

S'adresser à Me ROYER, notaire à Paris, rue Vivienne, 22.

Et à Me Bélin, rue Ménars, 8. (121) 2

TOILE VÉSICANTE

ADHÉRENTE DE LEPELIER.

Pour établir promptement et sans souffrance, les vésicatoires, Faubourg Montmartre, 75. Refusez les contrefaçons. 16

MAUX DE DENTS

La GROSSE BILLYARD est la seule qui donne la plus vive et la plus sûre. Chez: BILLYARD, Faubourg, 31, Jacques-la-Bonheur, ou près la place du Châtelet 2 & la Flèche.